

AFP (08/02/11)

Bisbilles au Conseil de Paris autour de la facture du chantier des Halles

PARIS, 8 fév 2011 (AFP) - Une "simple" communication de l'exécutif parisien à propos des dépenses pour le monumental chantier des Halles a tourné à l'empoignade politique mardi au Conseil de Paris, l'UMP fustigeant un "gouffre financier", le PS démentant ce qualificatif.

Le débat survenait au lendemain de la parution d'un article de La Tribune qui affirmait que le Conseil allait annoncer une rallonge de 6,7 millions d'euros pour la rénovation du Forum des Halles, déjà estimée à 802 millions d'euros (hors taxe).

Une affirmation "fausse" selon Anne Hidalgo, première adjointe PS, chargée de l'urbanisme.

"Nous faisons un bilan d'avancement du projet sur tous les marchés passés" pour les Halles, a précisé l'élue à l'AFP, affirmant que la ville informe à chaque fois sur "tous les marchés passés devant la commission d'appel d'offres".

La commission s'est réunie le 25 janvier pour approuver un avenant au marché pour la réalisation de la Canopée, le toit qui couvrira le centre commercial rénové.

"Le montant revu n'est pas celui indiqué (dans la Tribune), c'est un montant de 4,2 millions d'euros qui reste dans l'enveloppe des 802 millions d'euros", a affirmé l'élue.

"Faux" a répondu à son tour Jean-François Legaret, maire UMP du 1er arrondissement, en brandissant l'avenant concerné. Selon ses calculs, il s'agit bien d'une rallonge de 6,7 millions, soit une augmentation de "28,48%" par rapport au "contrat initial". Il dénonce des "surcoûts dans ce chantier qui coûtera à terme au moins un milliard d'euros".

"C'est un gouffre" financier, a aussi dit Jean-François Lamour, président du groupe UMP au Conseil de Paris.

"Cette rallonge supplémentaire modifie de façon substantielle le montant du marché initial, il y a donc risque d'invalidation par le tribunal administratif s'il est saisi", a dit Jacques Boutault, maire Europe Ecologie-Les Verts du 11e.